

LE TÉMOIGNAGE DE LA SEMAINE

RÉFÉRENDUM EN NOUVELLE – CALEDONIE

Nous avons demandé à Martine CORNAILLE, Présidente de l'Association « Ensemble pour la planète » en Nouvelle-Calédonie et candidate écologiste aux élections provinciales de 2019, et à Deplhine, résidente en Nouvelle-Calédonie depuis 20 ans, ce qu'elles pensaient des résultats du référendum. Leurs témoignages nous ont surpris.

Il faut savoir que la victoire du « non » (56,7%) à la pleine souveraineté peut être remise en question encore deux fois : par les deux autres référendums prévus en 2020 et 2022.

Martine Cornaille

«Le vote du 4 novembre est ethnique ! Kanaks d'un côté, non Kanaks de l'autre... Les antagonismes n'ont pas varié d'un pouce ! On nous avait pourtant vendu...Une formidable campagne, digne et respectueuse. La maturité des Calédoniens toutes ethnies confondues. Un événement historique. Un déroulement exemplaire. Une participation exceptionnelle. Un résultat sans appel... Et nous voilà face à un mur ! Le mur identitaire. Le mur des communautarismes. Le mur des déclarations politiques abruptes. Le mur des blocages routiers et des violences... » « Le clivage ethnique est magnifié et exalté par les résultats. Avec la même pugnacité renforcée par le scrutin, les uns durcissent leur « loyalisme », les autres répètent à l'envi qu'ils ne lâcheront rien. »

Quel avenir ?

« Il ne fallait évidemment pas figer des positions inconciliables au travers d'un tel scrutin mais travailler très en amont (30 ans leur étaient donnés !) à une solution susceptible de nous réunir. »

« Tout le monde est d'accord là-dessus : il faut mettre fin aux interminables incertitudes avec une solution pérenne pour vivre en paix. Le plus tôt sera le mieux. Mais comment ? Et surtout QUI pour discuter ? »

« Si l'on s'en tient à l'Histoire, force est de constater que jamais dans le monde une revendication de ce type (accession à l'indépendance) n'a échoué. L'aboutissement a été plus ou moins long, le chemin plus ou moins violent mais jamais aucun « peuple » n'a renoncé.

Mais si l'on considère l'importance numérique, la légitimité et désormais la raideur des deux blocs en présence en Nouvelle-Calédonie, nul doute que le chemin sera ardu et que des affrontements violents sont à craindre.

Formidable gâchis car l'essentiel n'est évidemment pas là...

Pendant ce temps, la planète brûle et l'on continue de regarder ailleurs...

Un autre regard: celui de Delphine, résidente en Nouvelle-Calédonie depuis 20 ans

« Par rapport aux résultats, l'ambiance générale est assez étrange je dois dire. Les Loyalistes ont la « victoire amère » du Non, car les sondages prévoyaient plutôt du 70% pour le non et 30% pour le oui. Là on est dans une configuration 60%-40% et beaucoup de calédoniens s'attendaient à un écart plus important. **Les indépendantistes sont heureux de ce score.** Pour ma part, je n'envisage pas les quatre prochaines années avec grande sérénité. En effet, cette victoire du « non » à la pleine souveraineté peut être remise en question encore deux fois : par les deux autres référendums prévus en 2020 et 2022 par l'accord de Nouméa de 1998.

Certains responsables politiques loyalistes proposent de ne pas organiser ces deux prochains référendums en avançant le fait que le résultat ne serait pas différent dans deux ou quatre ans puisqu'il a été le même il y a 20 ans... Le Premier Ministre a cependant précisé que l'accord de Nouméa serait respecté. »

« Bien sûr, les citoyens calédoniens se sont largement mobilisés, à 80,63%. C'est une participation historique. Je n'avais jamais vu autant de gens faire la queue pour aller voter ! Je suis heureuse de voir que les calédoniens se sont sentis vraiment concernés par ce scrutin, sans réelle tension entre eux.

Je voudrais tout de même rappeler un élément fondamental : **tous les citoyens calédoniens n'ont pas pu voter au référendum d'accession à la pleine souveraineté.** En effet, mis à part les 200 personnes dont les procurations ne sont malheureusement pas arrivées à temps, environ 35 000 personnes supplémentaires ont la citoyenneté calédonienne et ont pu voter précédemment aux élections provinciales, mais n'avaient pas toutes les conditions requises pour être inscrits sur la liste électorale spéciale référendaire (loi organique de 1999). Le corps électoral pour ce référendum était donc extrêmement restreint, et a laissé de côté un nombre important de calédoniens qui vivent, travaillent et ont fait leur vie ici depuis plus de 20 ans, même si je comprends bien la décision de geler le corps électoral (il fallait notamment être présent avant décembre 1994 en Nouvelle-Calédonie pour pouvoir être inscrit sur la liste spéciale référendaire).

Je suis heureuse d'entendre que beaucoup de gens ont découvert la Nouvelle-Calédonie et son histoire grâce à ce référendum. Habituellement, mis à part nos pays voisins, peu de gens arrivent à nous situer sur une carte et nous confondent très souvent avec la Polynésie ou la Nouvelle-Zélande. Que ce soit en France, au Japon ou en Océanie, notamment en Australie et Nouvelle-Zélande, on a senti que l'avenir de notre pays concernait directement les enjeux régionaux et nationaux. Nous avons encore un long chemin à parcourir pour construire ensemble la Calédonie de demain, mais je suis confiante dans le dialogue et la paix qui ont été instaurés depuis trente ans. »